

ACTION URGENTE

UKRAINE. DES JOURNALISTES ENLEVÉS PAR DES SÉPARATISTES

Amnesty International craint pour la sécurité d'une journaliste ukrainienne et de son caméraman qui ont été enlevés par des séparatistes armés à Lougansk, dans l'est de l'Ukraine. Ils pourraient être victimes de mauvais traitements.

La journaliste ukrainienne **Anastasia Stanko** et son caméraman **Ilia Bezkorovaïni** ont été capturés dans la soirée du 30 juin 2014 par des séparatistes armés représentant le groupe séparatiste auto-proclamé « République populaire de Lougansk ». Le 1^{er} juillet, Valeri Bolotov, le chef de ce groupe, a annoncé que ces deux personnes étaient accusées d'« espionnage pour le compte de l'armée ukrainienne ».

Anastasia Stanko et Ilia Bezkorovaïni travaillent pour la chaîne télévisée ukrainienne Hromadske TV et se trouvaient dans l'est du pays pour réaliser un reportage sur les événements qui se déroulent dans cette région.

Amnesty International a parlé avec le rédacteur en chef par intérim de cette chaîne, qui a confirmé que ces deux personnes avaient été emmenées dans le centre-ville. Elles seraient actuellement détenues dans le sous-sol d'un bâtiment occupé par le groupe séparatiste, où il y a peu ou pas de lumière, d'installations sanitaires ou d'aérations.

Amnesty International demande la libération immédiate et inconditionnelle d'Anastasia Stanko et Ilia Bezkorovaïni.

Veuillez envoyer le texte ci-dessous (si possible la version russe) ou votre propre message au courriel que nous avons trouvé sur le « site internet officiel » de la « République populaire de Lougansk » (<http://lugansk-online.info/>) :

Français : Je vous écris pour vous faire part de mes craintes quant à la sécurité d'Anastasia Stanko et Ilia Bezkorovaïni, qui sont actuellement en captivité à Lougansk. Je demande leur libération immédiate et inconditionnelle, ainsi que celle de tous les détenus. Où qu'ils se trouvent, il importe de veiller à leur bien-être mental et physique et d'assurer leur remise en liberté.

Russe : Я хочу выразить озабоченность по поводу безопасности Анастасии Станко и Ильи Безкоровайного, которые в настоящее время содержатся в неволе в Луганске. Я настаиваю на немедленном освобождении их и всех захваченных лиц, без каких-либо условий. Где бы они ни находились, их свобода и их психическое и физическое благополучие должны быть полностью обеспечены.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 AOÛT 2014 À :

Courriel trouvé sur le site officiel de la République populaire de Lougansk : info@lugansk-online.info

Copies à :

Présidente de la Commission pour les droits humains du parlement ukrainien

Valeria Lutkovska

Institutska Str. 21/8, 01008 Kyiv, Ukraine

Tél : +380 44 253 2091

Fax : +380 44 226 3427

Courriel :

lutkovska@ombudsman.gov.ua ou

hotline@ombudsman.gov.ua

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ukraine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UKRAINE. DES JOURNALISTES ENLEVÉS PAR DES SÉPARATISTES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

À la suite de l'éviction du président Viktor Ianoukovitch en février 2014, bon nombre d'habitants de l'est de l'Ukraine, majoritairement russophones, ont refusé de reconnaître la légitimité du gouvernement provisoire à Kiev. Les manifestations dans ces régions se sont rapidement transformées en émeutes, et les opposants armés au nouveau gouvernement ont pris le contrôle des administrations locales, y compris à Lougansk, Donetsk, Slaviansk et Kramatorsk. La République populaire de Lougansk a été autoproclamée le 27 avril dernier dans la ville du même nom.

Les autorités à Kiev ont fait appel à la police et l'armée pour tenter de reprendre le contrôle de Donetsk et d'autres villes de l'est de l'Ukraine tombées aux mains des groupes séparatistes armés. Une « opération contre la terreur » menée par les autorités ukrainiennes a pris de l'ampleur depuis que le nouveau président Petro Porochenko a prêté serment le 7 juin dernier. Ce dernier a récemment appelé à un cessez-le-feu de 10 jours, mais celui-ci a pris fin et les affrontements ont repris entre les deux camps. Six journalistes ont été tués dans le pays depuis le début de l'année.

Amnesty International a recueilli des informations sur des affaires d'enlèvements et de mauvais traitements infligés aux captifs – à la fois par les groupes armés résistant aux autorités à Kiev et par les groupes qui leur sont loyaux – de recours excessif à la force par des agents ukrainiens chargés de l'application des lois, et de maintien de l'ordre inadéquat engendrant des atteintes au droit à la vie. L'organisation a contacté les autorités provisoires à Kiev à propos de personnes privées illégalement de leur liberté et maltraitées par des individus armés qui ont de toute évidence un lien avec les forces favorables au régime, mais qui ne sont ni des représentants compétents, ni des agents autorisés à exercer de tels pouvoirs (voir <http://amnesty.org/fr/library/info/EUR50/020/2014/fr>).

Amnesty International a fait part de ses craintes quant aux conséquences de ce conflit sur les civils. Des informations communiquées par des sources officielles indiquent que du 15 avril au 20 juin, 423 personnes ont été tuées, parmi lesquelles des soldats et des civils. Les deux camps se rendent possiblement coupables de violations du droit humanitaire international. Notamment, les forces hostiles au régime tirent sur les avions depuis des bâtiments civils (comme les écoles et les hôpitaux), les forces armées ukrainiennes prendraient ces bâtiments pour cible de manière indiscriminée et les civils seraient victimes d'attaques menées sans distinction.

Noms : Anastasia Stanko (f) et Iliia Bezkorovaïni (h)

AU 168/14, EUR 50/031/2014, 2 juillet 2014

